



COMMUNIQUE

Nantes, le 26 Juin 2012

« Gardes dans les établissements de santé : les médecins libéraux écartés »

L'URPS des médecins libéraux (URPS ML) des Pays de la Loire a pris connaissance, lors d'une réunion dite de « concertation », du schéma-cible de la permanence des soins en établissements de santé (PDSES) en Pays de la Loire proposé par l'Agence régionale de santé (ARS).

L'URPS ML a été surprise de découvrir **un schéma excluant dans la plus grande majorité des cas les médecins spécialistes de l'hospitalisation privée** qui, depuis plusieurs années, répondent à une demande de soins sans aucune reconnaissance.

Une méthodologie inadaptée

L'URPS ML tient à souligner une fois de plus une méthodologie inadaptée et maladroite employée par l'ARS par rapport à l'enjeu de la PDSES. A nouveau l'ARS des Pays de Loire privilégie le passage en force au lieu d'une concertation large des acteurs et d'une méthode transparente.

L'ARS montre encore que la médecine libérale reste la variable d'ajustement du système de soin.

Une disposition injuste : mêmes missions, traitements différents.

L'URPS ML voit une différence de traitement notable entre établissement public et privé alors que les missions de santé y sont les mêmes.

L'ARS, par son refus de reconnaître les astreintes des médecins libéraux de la région, donne **un coup de frein à la dynamique partenariale entre le secteur libéral et le secteur public.**

Des services d'urgences sans médecins spécialistes de garde : un préjudice pour les patients

Les services d'urgence des établissements privés, peu nombreux en Pays de la Loire, sont reconnus par l'ensemble des acteurs du soin dans la région. Ils répondent à une vraie demande.

Les médecins spécialistes libéraux qui assurent la PDSES sont ignorés par les pouvoirs publics des Pays de la Loire. En effet, peu de lignes de gardes et d'astreintes libérales, aussi bien en chirurgie qu'en médecine, ont été retenues dans le schéma cible de l'ARS

Les conséquences :

- **Un risque de perte de chance pour les patients**
- **Un surcoût pour la société par les transferts sanitaires que ces décisions engendreront.**

Par cette décision, l'ARS des Pays de la Loire décrète que les patients accueillis dans les services d'urgences des établissements privés n'ont pas besoin d'une prise en charge spécialisée en urgence.

Au-delà de la seule problématique de la prise en charge des patients dans les services d'urgence, ces décisions risquent de mettre un frein puissant à la réflexion sur le maillage du territoire par les médecins spécialistes, et risquent d'entraîner une démobilisation importante de leur part, dommageable pour les patients dans une région pourtant historiquement vertueuse en termes de dépenses de santé.

Contact presse

Dr Patrick GASSER - Tél. 02 51 82 44 46 - contact@urps-ml-paysdelaloire.fr